

# PERSPECTIVES OUEST- AFRICAINES

PEUPLEMENT, MARCHÉ ET SÉCURITÉ ALIMENTAIRE



par **THOMAS ALLEN,**  
**PHILIPP HEINRIGS,**  
**LÉONIDAS HITIMANA,**  
**MARIE TRÉMOLIÈRES**  
(Secrétariat du CSAO),  
à partir d'une contribution  
de Michel Arnaud

## CONCENTRATION ÉCONOMIQUE ET PEUPLEMENT

Le rapport de la Banque mondiale sur le développement dans le monde 2009 « Repenser la géographie économique »<sup>1</sup> préconise un ajustement majeur des politiques d'urbanisation et de développement régional à une théorie spatiale « englobante » du développement économique. Longtemps, l'idée a prévalu que les flux migratoires vers les centres urbains qui ne répondaient pas à un besoin de main-d'œuvre, génèrent une charge supplémentaire pour la gestion des villes, une paupérisation de l'espace urbain et une dégradation des conditions de vie de ces populations d'origine rurale. Le rapport 2009 procède à une révision de cette perception et propose une compréhension positive du rapport entre urbanisation et croissance économique. À la lumière de ce travail, la présente note analyse la transformation de la relation urbain-rural à l'œuvre en Afrique de l'Ouest, ainsi que les problématiques de développement qui en découlent. Dans la lignée des notes précédentes, elle articule le lien entre urbanisation et croissance économique à la problématique de sécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest.

- 1** La géographie du développement économique
- 2** Urbanisation et développement économique
- 3** Urbanisation en Afrique de l'Ouest
- 4** Transition rurale – urbaine

<sup>1</sup> World Development Report 2009 (WDR 2009): *Reshaping Economic Geography*.

# 1 LA GÉOGRAPHIE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

Le développement économique est-il plus rapide si les activités économiques sont concentrées? Cette question est au cœur du rapport sur le développement dans le monde 2009 (WDR 2009). Celui-ci offre une description complète de la dimension géographique du développement économique. Alors que les transformations sociales et institutionnelles sous-jacentes au développement, notamment le passage d'une économie agricole à une économie industrielle et de services, sont bien documentées, ses transformations spatiales, tout aussi importantes, le sont moins. Pourtant, la «localisation est le déterminant le plus important du bien-être d'un individu» (WDR 2009, p. 1).

Le rapport montre que le développement économique repose en grande partie sur l'exploitation des économies d'échelle et la circulation des biens et des services dans l'espace. Les transformations dans la répartition spatiale de la population et l'aménagement des territoires deviennent alors des

paramètres plus déterminants que les «dotations» ou richesses naturelles. Ces transformations se traduisent par une/un:

- Concentration des activités (accroissement de la taille des unités de production, proximité des entreprises en amont et en aval) et des hommes (expansion du marché du travail et de la demande locale) ;
- Réduction des distances-temps entre agents économiques et marchés (élargissement des marchés et réduction des coûts de transaction) ;
- Abaissement de tous les obstacles naturels et institutionnels qui s'opposent aux échanges (frontières et réglementations).

La concentration des activités et des hommes, la baisse du coût des transports et la suppression de tous les obstacles à la libre circulation

des hommes, des biens et des informations apparaissent donc comme consubstantielles au développement économique, c'est-à-dire qu'elles sont à la fois des moyens et des résultats du développement économique, dans un processus circulaire s'auto-alimentant. En matière d'intervention publique, il s'agit de concevoir les politiques et les institutions qui peuvent aider les pays en développement à profiter de la concentration économique tout en maintenant des disparités spatiales raisonnables, et la solution réside dans une meilleure intégration des espaces aux marchés (WDR 2009).

---

**La concentration des activités et des hommes apparaît comme consubstantielles au développement économique.**

---

## « DÉVELOPPEMENT EN 3D »

Trois points constituent le fondement du raisonnement de la Banque mondiale et sont désignés par les termes «Densité, Distance et Division».

- «La densité désigne la masse économique par unité de superficie, ou la compacité géographique de l'activité économique» (p. 49)
- «Le concept de distance concerne la facilité ou la difficulté avec laquelle les marchandises, les services, la main-d'œuvre, le capital, les informations et les idées traversent l'espace. [...] En ce sens, la distance est un concept économique» (p. 75).
- «Les divisions [...] surviennent lorsque les frontières ne sont pas correctement gérées. Elles vont des restrictions modérées sur les mouvements de biens, de capitaux, de populations et d'idées jusqu'à des divisions plus sérieuses déclenchées par des conflits territoriaux ou des guerres civiles entre les pays. C'est la persistance des divisions entre États-nations qui différencie la géographie économique des pays et des régions» (p. 97).

*Extraits du WDR 2009*

## 2 URBANISATION ET DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

**D**ans la mesure où la « façon la plus commode de mesurer la concentration à l'échelle locale consiste à se fonder sur le rythme de l'urbanisation – l'augmentation de la densité économique et démographique dans les villes et les agglomérations urbaines » (WDR 2009, p. 8), les dynamiques d'urbanisation sont au cœur du rapport WDR 2009.

« Aucun pays ne s'est hissé dans la catégorie des pays à revenu intermédiaire sans s'industrialiser et s'urbaniser. Aucun pays dépourvu de villes pleines de vie n'a intégré la catégorie des pays à revenu élevé » (WDR 2009, p. 25). L'urbanisation et la concentration des activités économiques dans les agglomérations, villes et métropoles qui l'accompagne, sont des manifestations des transformations spatiales concomitantes du développement. La relation qu'entretiennent urbanisation et niveaux de PIB/habitant peut être représentée sur le graphique 1 (page suivante).

Les auteurs du WDR 2009 décomposent le mouvement général d'urbanisation en trois étapes, auxquelles ils associent des seuils de développement : Urbanisation naissante – jusqu'à 25 % de population urbaine, urbanisation intermédiaire – proche de 50 % et urbanisation avancée – au-delà de 75 %. À chacun de ces trois niveaux d'urbanisation, correspondent des niveaux de PIB/habitant (en dollar US constant 1990) comme suit :

→ Un PIB/habitant moyen de 2 500 dollars US s'appliquerait aux pays affichant un taux d'urbanisation inférieur à 50 % (pays à faible revenu et à revenu moyen inférieur) et un PIB/habitant de 3 500 dollars US correspondrait à un niveau d'urbanisation de 50 % ;

→ Un PIB/habitant moyen de 9 000 dollars US s'appliquerait aux pays affichant un taux d'urbanisation compris entre 50 % et 75 % (pays à revenu moyen supérieur) et un PIB/habitant de 10 000 – 11 000 dollars US correspondrait à un niveau d'urbanisation de 75 % ;

→ Un PIB/habitant moyen de 21 000 dollars US pour les pays affichant un taux d'urbanisation supérieur à 75 % (pays à haut revenu).

Par ailleurs, le rapport avance que la « Relation entre développement et concentration économique est positive et à peu près linéaire lorsqu'on compare les pays en développement ayant un PIB par habitant inférieur à 10 000 dollar, mais elle commence à se stabiliser lorsqu'on inclut dans l'échantillon des pays ayant un niveau de revenu par habitant plus élevé » (WDR 2009, p. 84).

Le rythme d'urbanisation n'est cependant pas linéaire. La part des urbains dans la population totale croît plus rapidement dans les phases initiales du développement – taux d'urbanisation s'étalant de 10 à 50 % – qui coïncident avec la transition de l'économie rurale à l'économie urbaine. Cette phase s'accompagne d'importants mouvements de populations, des milieux ruraux vers les agglomérations urbaines, et s'achève lorsque les pays atteignent des niveaux de revenu par habitant proche de 3 500 dollars US, entrant ainsi dans la catégorie des pays à revenu moyen-supérieur. La deuxième phase d'urbanisation se fait alors à un rythme plus lent et dépend des évolutions propres au monde urbain (WDR 2009, p. 57).

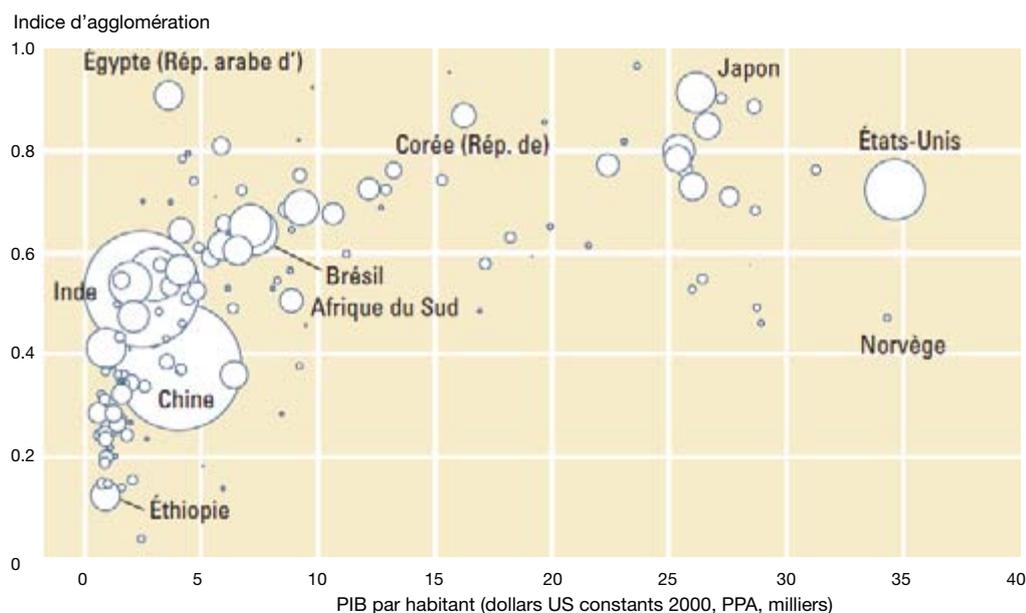
### QUELLES PRIORITÉS ?

Concernant l'urbanisation, « Les arguments et les éléments de preuve présentés dans le Rapport sur le développement dans le monde 2009 permettent d'établir les priorités de l'action gouvernementale aux différents stades de l'urbanisation, essentiellement en fournissant les éléments d'une stratégie d'urbanisation. Dans un pays, chaque localité, chaque zone a une géographie spécifique. Mais les principes sont assez universels.

- Dans les zones essentiellement rurales, les pouvoirs publics doivent être aussi neutres que possible et jeter les bases institutionnelles d'une urbanisation éventuelle dans certaines régions. La qualité des politiques foncières joue un rôle déterminant, de même que les politiques visant à fournir des services de base à l'ensemble des populations [...].
- Dans les zones qui connaissent une urbanisation rapide, les pouvoirs publics doivent mettre en place non seulement des institutions, mais aussi des infrastructures connectives pour que les avantages de l'augmentation de la densité économique puissent être plus largement partagés [...]
- Dans les régions où l'urbanisation progresse, en plus des institutions et l'infrastructure, des interventions ciblées peuvent se révéler nécessaires pour traiter le problème des bidonvilles ».

WDR 2009, p. xxii

graphique 1 – Part de la population vivant dans des agglomérations urbaines et PIB par habitant



Note :

La taille de chaque cercle indique la taille de la population du pays concerné. PPA = parité de pouvoir d'achat. L'indice d'agglomération utilise les critères suivants : densité de 150 habitants ou plus par km ; temps de trajet de 60 minutes ou moins vers l'établissement le plus proche ; population supérieure à 50 000 habitant.

Source : WDR 2009, page 60

### 3 URBANISATION EN AFRIQUE DE L'OUEST

La plupart des pays de l'Afrique de l'Ouest sont encore dans la première phase d'urbanisation avec un taux d'urbanisation moyen de 34 % en 2000. Ce chiffre a doublé entre 1960 et 1980, passant de 12 % à 24 %. Ce rythme d'urbanisation n'est cependant pas sans précédent. En Grande Bretagne, la part urbaine a été multipliée par deux, de 20 % à 40 %, entre 1800 et 1820. En Europe et en Amérique du Nord, l'augmentation moyenne absolue de la part urbaine entre 1880 et 1900 atteignait 7,7 points de pourcentage (WDR 2009, p. 70). « La ruée vers les villes que connaissent les pays en développement semble être chaotique, mais elle est nécessaire. Ce mouvement paraît sans précédent, mais il y en a déjà eu auparavant. Il fallait qu'il se produise parce que le passage à la densité que l'on observe dans l'urbanisation est étroitement lié à la mutation d'une économie qui passe du stade agraire au stade industriel ou postindustriel » (WDR 2009, p. 25). Une différence essentielle tient néanmoins aujourd'hui au volume, en valeur absolue, des populations urbaines. Les pays en développement

comptent aujourd'hui des populations et des métropoles plusieurs fois plus importantes que Londres et New York au début du 20<sup>ème</sup> siècle.

La relation entre urbanisation et développement économique peut être illustrée par le biais du rapport urbains/ruraux (U/R) comme indicateur du niveau d'urbanisation<sup>1</sup> (graphique 2, ci-contre). On constate que la corrélation positive mise en évidence par la Banque mondiale au niveau international, vaut également – avec toutefois une dispersion plus grande – pour les 45 pays subsahariens retenus. En Afrique comme ailleurs, l'urbanisation est donc à la fois une implication et un moteur de la croissance économique. On peut donc difficilement conclure que l'Afrique serait sur-urbanisée.

<sup>1</sup> Déjà introduit dans la note POA 2, ce ratio présente le double avantage : 1) de saisir, en première analyse, le rapport entre la demande et l'offre alimentaires, et 2) de permettre le rapprochement de deux grandeurs – U/R et PIB/habitant – non bornées.

Le graphique 3 (page 6) retrace la relation entre la croissance du PIB et la vitesse d'urbanisation, mesurée par la variation du rapport U/R, pour les 17 pays de l'Afrique de l'Ouest. À l'exception de deux groupes de pays, on relève que les taux de croissance de l'urbanisation sont également en rapport avec ceux du PIB au niveau de la région : Les pays qui affichent

#### L'Afrique de l'Ouest n'est pas sur-urbanisée au regard de son niveau de développement.

les plus forts taux de croissance économique sont également ceux qui connaissent l'urbanisation la plus rapide. On retrouve là un résultat du rapport de la Banque mondiale qui confirme que les pays de l'Afrique subsaharienne dont « La croissance (est) la plus rapide en termes de PIB total, [...] ont également expérimenté la croissance la plus rapide de leur population urbaine » (p. 59). La Sierra Leone et le Liberia, d'un côté, et la Mauritanie et le Niger, de l'autre, apparaissent comme deux cas parti-

culiers. Les contextes politiques en Sierra Leone et au Liberia, avec leurs répercussions économiques et les déplacements de populations qu'ils ont provoqués, expliquent certainement les distorsions observées. En ce qui concerne la Mauritanie et le Niger, ces deux pays accusaient de forts retards en matière d'urbanisation au lendemain de la colonisation. La Mauritanie, administrée jusqu'aux années 50 depuis Saint Louis (Sénégal), a dû se doter d'une capitale à l'indépendance.

L'Afrique de l'Ouest n'est donc pas sur-urbanisée au regard de son niveau de développement. Au contraire, le mouvement d'urbanisation de l'Afrique de l'Ouest a très certainement été freiné par les programmes d'ajustement structurel et les difficultés économiques et politiques, d'intensité variable, qu'ont connus les différents pays de la région à partir des années 70-80. Ces difficultés concernent notamment la chute des cours des

matières premières à partir de 1975 et les difficultés financières qui en ont résulté.

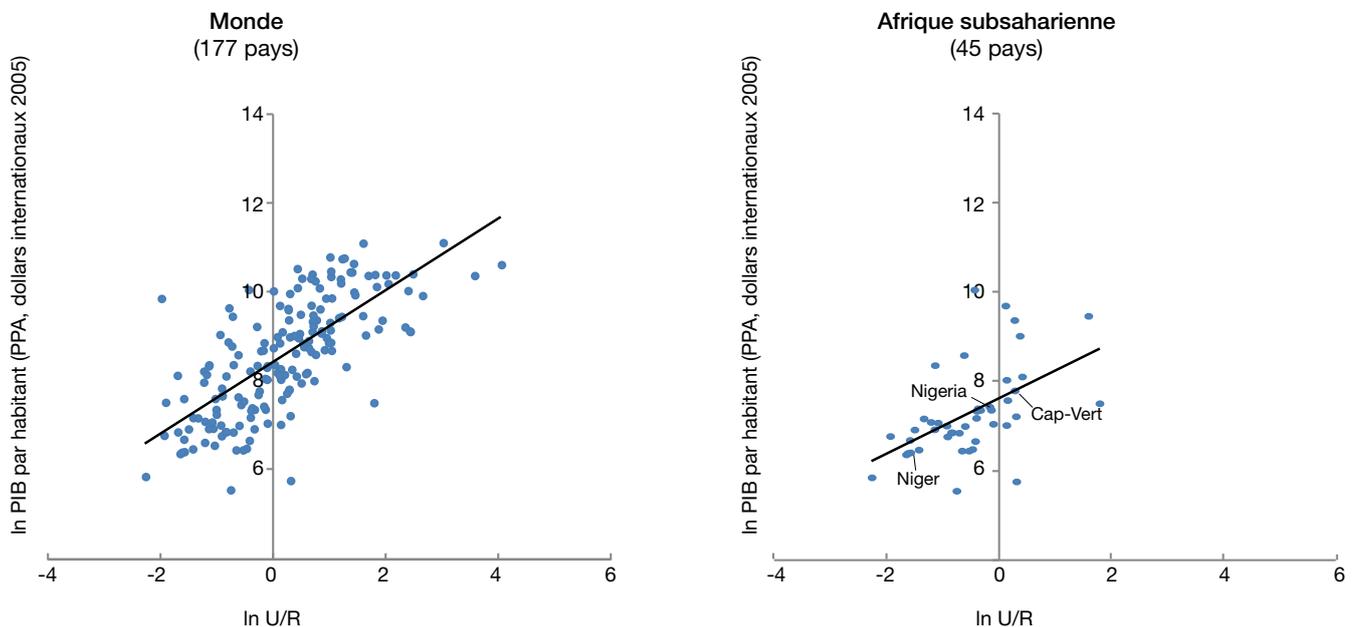
On observe notamment pour le Ghana (graphique 4, page 6) que la vitesse d'urbanisation (ligne grise) suit étroitement les fluctuations du PIB (ligne ocre). Après une dizaine d'années de croissance au lendemain de l'indépendance, le Ghana entre dans une phase de stagnation économique à partir des années 70 jusqu'au milieu des années 80, qui correspond également à un ralentissement de l'urbanisation. Celle-ci ne redémarre qu'avec la reprise de la croissance, pour atteindre un rapport de deux urbains pour trois ruraux en 2000 (soit U/R proche de 0,66). À partir de cette date, l'étude Africapolis<sup>2</sup> procède à des projections de la population urbaine à

un taux annuel de 3,3 % entre 2000 et 2010 et de 2,7 % jusqu'à 2020. Au vu des performances économiques observées entre 2000 et 2010 (+5,8 % de PIB par an), on peut avancer que l'évolution du rapport U/R s'est poursuivie à un taux au moins équivalant à celui de la période 1990-2000 (ligne en pointillé gris). Les perspectives économiques étant favorables, cette dynamique d'urbanisation et les mutations qui l'accompagnent, devraient se prolonger au-delà de 2010.

Au niveau régional, il est également vraisemblable que le tassement de la croissance urbaine et du mouvement d'urbanisation constaté par Africapolis entre 1980 et 2000 soit concomitant de la chute du PIB. Depuis 1995-2000, la croissance du PIB a repris significativement dans la plupart des pays de la région et, comme au Ghana, le rythme d'urbanisation devrait avoir été plus rapide entre 2000 et 2009 que ne l'a prédit Africapolis.

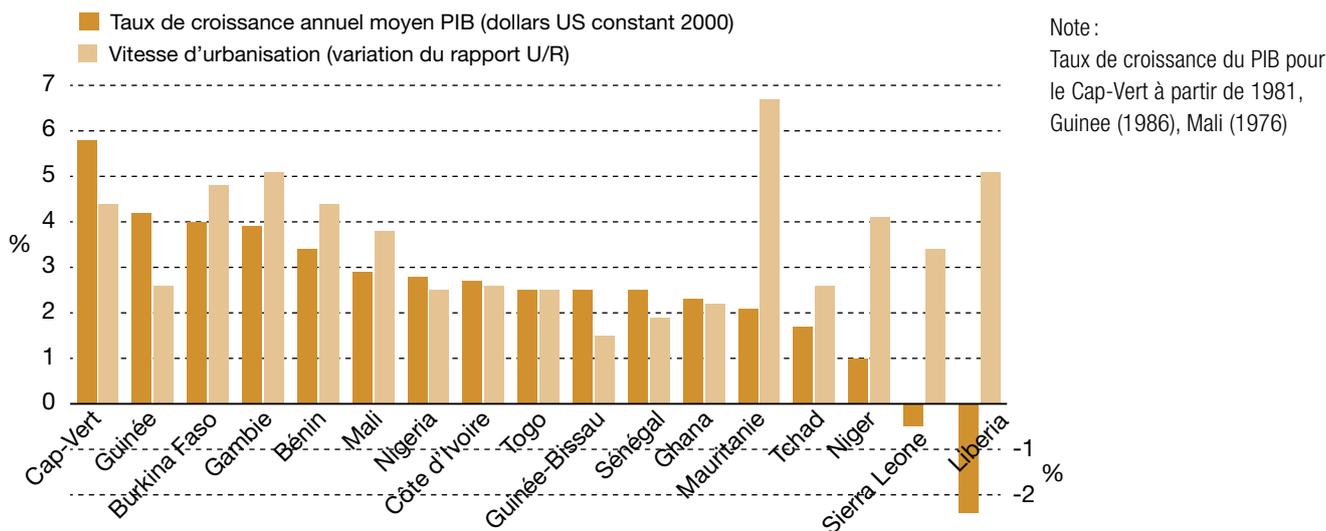
<sup>2</sup> Dynamiques de l'urbanisation 1950-2020. Approche géostatistique Afrique de l'Ouest, Paris 2009. [www.afd.fr](http://www.afd.fr)

graphique 2 – Corrélation statistique entre PIB par habitant et niveau d'urbanisation (U/R) en 2009



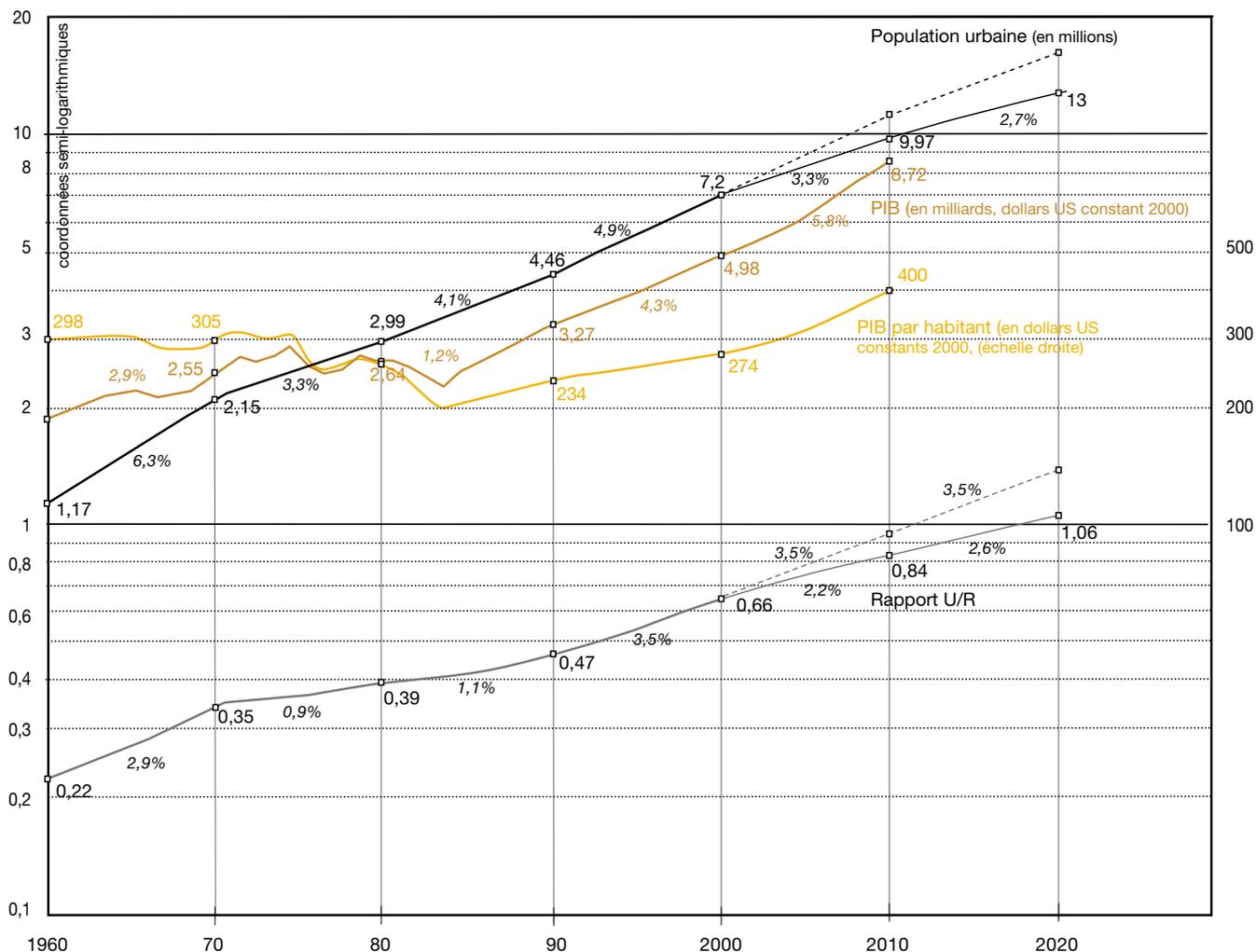
Sources : Calculs des auteurs, Banque mondiale, WDI 2011

graphique 3 – Croissance du PIB et vitesse d'urbanisation (1970–2000)



Sources : Calculs des auteurs à partir d'Africapolis et Banque mondiale, WDI 2011

graphique 4 – Croissance économique et urbanisation au Ghana



Sources : Calculs des auteurs à partir d'Africapolis, Banque mondiale, WDI 2011 et Nations unies, Division de la population du Département des affaires économiques : Perspectives de la population mondiale, Révision de 2009.

# 4 TRANSITION RURALE – URBAINE

L'urbanisation est la forme la plus visible d'une « transition rurale-urbaine » plus complexe, au cours de laquelle s'opère une transformation sectorielle de l'économie qui affecte simultanément les milieux urbains et ruraux. D'une part, l'activité primaire cède sa place aux activités secondaires puis tertiaires, majoritairement urbaines, et, d'autre part, le milieu rural accueille une population non-agricole de plus en plus importante et des activités économiques de plus en plus diversifiées. La Banque mondiale soutient également que le passage d'une économie agraire à une économie industrielle et de services est « Facilité et non bridé par une agriculture prospère, qui aide les villes et les agglomérations à prospérer » (WDR 2009, p.9).

De leur côté, les auteurs de l'étude Africapolis mettent en évidence deux formes d'urbanisation régionale: le développement des plus grandes villes et celui du réseau des villes petites et moyennes. Le premier est en rapport avec l'insertion des économies nationales dans l'économie internationale et s'est opéré à un rythme d'abord rapide puis ralenti avec la survenue de crises financières puis économiques. En réponse à ces chocs, la seconde forme d'urbanisation a pris le relais mais participe aussi au développement du marché intérieur (national et régional), notamment des produits agricoles. Ce réseau de villes, petites et moyennes, constitue les nœuds indispensables de l'organisation spatiale de ces marchés intérieurs. Ces villes sont « Le tissu connectif entre les zones rurales et urbaines. Elles agissent en tant que centres de marché pour la production agricole et rurale, en tant que stimulateurs de l'activité rurale non-agricole, en tant que lieux d'opportunités professionnelles saisonnières pour les agriculteurs et en tant que facilitateurs d'économies d'échelle [...]. Les municipalités tirent leur subsistance de l'activité agricole des zones rurales, mais leur prospérité s'étend aussi aux villages par la provision d'opportu-

nités d'emploi dans le secteur non agricole » (WDR 2009, p. 53).

La constitution progressive d'un marché intérieur à partir de ce réseau de villes, liants de la transformation urbain-rural à l'œuvre en Afrique de l'Ouest, est identifiable au regard des indicateurs d'urbanisation retenus dans cette note. Le tableau 1 (ci-dessous) montre que le rapport U/R<sup>1</sup> a presque quadruplé de 0.14 en 1960 à 0.51 en 2000. Comme le bilan alimentaire global de l'Afrique de l'Ouest ne s'est pas dégradé dans des proportions de cet ordre, cela signifie que, cultures d'exportation mises à part, un agriculteur africain vend en moyenne quatre fois plus de denrées alimentaires aux consommateurs de la région aujourd'hui qu'en 1960. La productivité agricole marchande pourrait donc avoir quadruplé et un

marché intérieur s'être développé en proportion équivalente. D'une part, le mouvement d'urbanisation a créé un débouché croissant pour la production agricole. D'autre part, les activités économiques en amont (intrants et

## Le réseau des petites et moyennes villes participe au développement du marché intérieur.

services) et en aval (commercialisation et transformation) de cette production ont soutenu le développement du réseau de villes moyennes et petites, autant que celui des métropoles.

► **De prochaines notes POA s'attacheront notamment à examiner la transformation corrélative du peuplement rural et l'organisation de ces marchés.**

<sup>1</sup> Rappel: Le rapport U/R est un bon indicateur du nombre de consommateurs non producteurs de denrées alimentaires par producteur.

tableau 1 – Évolution du rapport U/R en Afrique de l'Ouest

Pays	1960	1970	1980	1990	2000
Niger	0.03	0.05	0.10	0.16	0.18
Burkina Faso	0.03	0.06	0.11	0.19	0.25
Mali	0.04	0.09	0.17	0.22	0.28
Guinée-Bissau	0.10	0.23	0.19	0.29	0.36
Guinée	0.06	0.18	0.30	0.37	0.39
Sierra Leone	0.08	0.17	0.27	0.33	0.45
<b>Afrique de l'Ouest</b>	<b>0.14</b>	<b>0.23</b>	<b>0.32</b>	<b>0.42</b>	<b>0.51</b>
Mauritanie		0.08	0.28	0.58	0.54
Nigeria	0.17	0.26	0.32	0.43	0.54
Togo	0.09	0.27	0.36	0.44	0.58
Ghana	0.22	0.35	0.39	0.47	0.66
Bénin	0.10	0.18	0.43	0.57	0.67
Côte d'Ivoire	0.14	0.33	0.52	0.62	0.71
Sénégal	0.28	0.41	0.60	0.70	0.73
Liberia	0.08	0.18	0.39	0.64	0.81
Gambie	0.09	0.18	0.36	0.59	0.82
Cap-Vert	0.20	0.23	0.34	0.55	0.84

Sources : Calculs des auteurs à partir d'Africapolis et Banque mondiale, WDI 2011.

## Glossaire

### → Agglomération

Une agglomération est un ensemble de constructions denses.

La densité se mesure, soit en nombre d'habitants par unité de surface, soit par une distance maximum séparant les constructions.

### → Mouvement d'urbanisation

Évolution au cours de laquelle la proportion de la population urbaine dans la population totale s'élève.

### → Niveau d'urbanisation

Pourcentage de la population urbaine dans la population totale à un instant donné.

### → Rapport urbains/ruraux (U/R)

Le rapport entre la population urbaine et la population rurale, indicateur non borné (contrairement au taux d'urbanisation), permet en première analyse d'envisager la capacité du monde rural à approvisionner le monde urbain.

### → Vitesse (ou rythme) d'urbanisation

Taux de croissance du rapport entre la population urbaine et la population rurale (qui est égal au différentiel des croissances démographiques urbaine et rurale).